

Info Marché du lait

Berne, le 23 décembre 2014

Budget fédéral 2015 : merci aux parlementaires paysans !

Nous remercions les parlementaires paysans de l'excellent travail qu'ils ont accompli ces dernières semaines à l'occasion du débat sur le budget fédéral 2015, sans oublier bien sûr tous les autres parlementaires qui ont soutenu les revendications de l'agriculture. Ce tour de force était devenu indispensable après les propositions incompréhensibles de coupes budgétaires du Conseil fédéral. Sous la coordination de l'Union suisse des paysans, il a fallu un énorme travail pour préserver le budget agricole de ces coupes injustifiées.

Weststrasse 10
Case postale
CH-3000 Berne 6

La position du Conseil fédéral s'explique sans doute en partie par la volonté de corriger certaines décisions du Parlement en matière de politique agricole qui ne lui convenaient pas, notamment le changement du système des importations de viande et l'augmentation du montant de l'enveloppe financière. La manière dont ce dossier a été traité montre une fois de plus en toute clarté à quel point la politique manque de fiabilité et à quel point les fonds de la Confédération ne sont pas assurés. En mettant en place la Politique agricole 14-17, la Confédération a demandé d'importantes prestations supplémentaires à l'agriculture, mais à peine une année plus tard, elle rechigne à payer l'intégralité de la facture. Dans un tel contexte, comment les agriculteurs suisses peuvent-ils croire que les paiements compensatoires qu'on leur fait miroiter pour faire passer de nouvelles réductions de la protection douanière leur seront effectivement versés ? Il ne leur reste donc qu'à rejeter systématiquement toute nouvelle progression dans l'ouverture des frontières.

Dans l'optique de l'agriculture, il importait vraiment que les réductions des paiements directs, qui auraient touché de plein fouet le revenu des familles paysannes, soient rejetées. Pour la branche laitière, le rejet de la réduction des contributions fédérales au contrôle du lait revêtait également une grande importance. Ce sont en effet les producteurs de lait qui auraient dû compenser directement ou indirectement une grande partie de la différence.

Malheureusement, l'augmentation urgemment nécessaire du budget de la loi chocolatière n'a pas réuni de majorité au Conseil des États. Comme l'ont montré clairement les discussions sur le prix du lait pour l'année prochaine, les producteurs de lait devraient payer une grande partie de l'addition si la menace d'une insuffisance des fonds pour la loi chocolatière venait à se concrétiser. Il a toutefois été possible d'arracher à la ministre des finances une déclaration claire concernant la fixation à 85 % du remboursement de la différence de prix et la couverture par un crédit supplémentaire du manque éventuel de fonds l'année prochaine. Il appartient donc désormais à la FPSL et à l'USP, en collaboration avec les organisations de l'industrie alimentaire, de veiller à ce que ces promesses soient tenues et à exercer, en cas de besoin, la pression nécessaire pour que ce soit le cas.

Téléphone 031 359 51 11
Télécopie 031 359 58 51
psl@swissmilk.ch
www.swissmilk.ch

swissmilk

Outre divers parlementaires, certains médias ont joué un rôle discutable dans ce dossier. En effet, ils suggéraient inlassablement que ces propositions et décisions déboucheraient sur une augmentation du budget de l'agriculture. Pourtant, malgré les améliorations obtenues, l'agriculture reste – avec l'armée – le seul grand domaine de dépenses de la Confédération dont le budget 2015 a été réduit par rapport à l'année qui s'achève.

Autant nous pouvons nous féliciter de ce succès au Parlement, autant nous devons être conscients que la bataille autour du budget fédéral se poursuivra l'an prochain. Le travail reprendra bientôt et l'agriculture devra serrer les rangs pour ne pas faire partie des perdants de la lutte pour l'attribution des ressources limitées de la Confédération. Nous comptons donc sur les représentants de l'agriculture au sein du Parlement et c'est avec plaisir que nous continuerons à les soutenir dans leur action.

Kurt Nüesch, Directeur de la FPSL

